

NOTE DE SYNTHÈSE SUR LA GOUVERNANCE ET LES INSTITUTIONS PUBLIQUES (Situation en novembre 2011)

Statistiques clés¹

Statistiques Pré-séisme:

- Environ **30 pour cent** de la masse salariale va aux employés non existants du gouvernement (*Académie Nationale Étatsunienne de l'Administration Publique, 2007*)
- On estime que **deux tiers** des fonctionnaires travaillent également ou fournissent des services de conseil pour les ONG (*Estimations de la Division Nationale de Recherche et de Sécurité/RAND, 2010*)
- Un **budget moyen de l'Etat d'environ 2 milliards USD** par an – avec presque 60% dépendant des ressources externes
- Les recettes étatiques couvrent à peine les besoins opérationnels des ministères, laissant peu de ressources pour l'investissement.
- 70 pour cent du financement destiné à renforcer le secteur public contourne actuellement les systèmes du gouvernement.

Instantané post-séisme:

- Plus de 16 000 fonctionnaires sont morts dans le séisme.
- 180 des bâtiments gouvernementaux ont été détruits, y compris le Palais Présidentiel, le bureau du Premier Ministre et presque tous les Ministères.
- Augmentation massive du volume de l'aide: doublé pour les activités de développement, tandis que les fonds humanitaires ont été multipliés par 10.
- 92 unités de projets d'exécution qui sont parallèles aux structures nationales (OCDE, 2011)

Information financière²:

- À ce jour, 55 millions USD ont été décaissés et 169 millions USD ont été engagés, sur un total de 224 millions USD promis par les donateurs lors de la conférence de New York des donateurs pour Haïti.

Ces dernières années, l'agenda de la réforme du secteur public a progressé lentement et, à quelques exceptions près, le plan du gouvernement d'améliorer l'administration publique n'a pas attiré le soutien substantiel de donateurs. L'effort le plus visible à cet égard est la mission EUNIDA – une mission de plusieurs donateurs menée sous la direction de l'UE en 2007/2008, résultant en un exercice conjoint d'évaluation des capacités couvrant tous les ministères en Haïti ainsi que le parlement. Cet effort aboutissant à une stratégie visant à renforcer la capacité effective n'a cependant pas eu lieu.

Depuis le séisme de 2010, un large consensus autour de l'idée d'institutions gouvernementales efficaces et forte est une condition préalable à la reconstruction et à un développement réussis en Haïti. Dans ce contexte, le G12 – le groupe des principaux donateurs en Haïti – est d'accord sur la nécessité de développer un plan conjoint de renforcement des capacités de l'Etat sous le leadership du gouvernement. Ces discussions ont été ralenties par le processus de transition politique, mais sont maintenant en reprise avec la confirmation d'un nouveau gouvernement. Il y a aussi une volonté politique croissante de décentralisation des services du gouvernement central, comme un moyen de faire face à l'inégalité de disponibilité des services administratifs à travers le pays. Le concept n'a pas encore été pleinement pris en compte par une politique nationale ou par un plan.

I. Principaux Progrès

- La gestion des finances publiques est un domaine qui a commencé à montrer une amélioration, après un effort soutenu par les institutions financières internationales → les dépenses des

¹ Rapport sur les affaires civiles de l'administration publique (2010), rapports EUNIDA et Enquête de la Déclaration de Paris 2011

² OSE

Ministères en dehors des procédures budgétaires ordinaires ont été réduites de plus de 63 pour cent des dépenses en 2004 à moins de 10 pour cent durant ces dernières années.

- Adoption d'un système automatisé pour la gestion du budget (SYSGEP) et un Outil de Support à la Gestion (PNUD – appuyé par le MGAE) pour améliorer la comptabilité publique et les systèmes d'approvisionnement ainsi que les capacités de planification du gouvernement, une fois en pleine opération.
- En Juin 2009, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les marchés publics, une condition pour l'allègement d'une partie importante de la dette extérieure d'Haïti.
- Tous les principaux partenaires d'Haïti ont des initiatives visant à renforcer la capacité de l'état dans différents domaines, avec plus de 169 millions USD actuellement engagé dans des programmes de renforcement institutionnel. Ces programmes devraient commencer à démarrer pour accélérer maintenant qu'un nouveau gouvernement, est en place.
- En avril 2011, le groupe des principaux donateurs en Haïti (G12) a convenu d'élaborer un cadre commun pour le renforcement institutionnel, sous le leadership du gouvernement, une étape importante en termes d'atteinte d'impacts visibles.
- L'UNCT a déjà pris des mesures pour coordonner l'assistance technique fournie au Gouvernement: environ 20 experts détachés auprès de la CIRH, et près de 525 experts UNCT travaillent actuellement dans les Ministères du Gouvernement (une équipe de 419 Haïtiens et 106 fonctionnaires internationaux, 70% dans le domaine de l'expertise à long terme).
- Entre autres contributions sous forme d'appui budgétaire, la France a accordé 20M€ en 2010 et 17M€ en 2011 ; la Norvège a contribué à hauteur de 15 millions de dollars US en 2010-2011 et 12,4 millions de dollars US pour l'année fiscale 2011-2012 (transféré début décembre au FRH).

II. Défis et problèmes

- **Décentralisation et Déconcentration.** La décentralisation du gouvernement et la déconcentration du pouvoir, ont été à l'agenda de la réforme depuis la fin de la période Duvalier. Toutefois, l'appareil physique du gouvernement, la prise de décision et les ressources restent centralisés et concentrés. Une législation est nécessaire pour préciser comment les autorités et les ressources sont réparties entre les différents niveaux. La capacité administrative au niveau local reste limitée, ce qui constitue un obstacle à la décentralisation.
- **Ressources Humaines.** Les bas salaires et les mauvaises conditions de travail ont fait qu'il est difficile pour la fonction publique d'attirer des personnes qualifiées qui ont été formés en Haïti. Dans le cadre de la réforme de l'état, le gouvernement a identifié la nécessité de développer une concurrence fondée sur le mérite pour l'emploi, la description du poste de travail, et les classifications, une échelle salariale, un système d'évaluation des performances, et un plan de ressources humaines sur la base des besoins réels, plutôt que sur la discrétion des fonctionnaires du ministère.
- **Appui au Parlement et aux Partis Politiques:** Du matériel supplémentaire et une assistance technique devraient être fournis pour améliorer les conditions de travail du Parlement, du personnel ainsi que la possibilité de préparer la législation. En outre, les donateurs devraient fournir une assistance technique aux partis politiques afin d'améliorer leurs structures organisationnelles et leurs capacités à s'engager auprès des électeurs. Les donateurs devraient inclure les partis politiques dans la planification de la reconstruction comme un moyen de renforcement de leurs capacités.